Centre d'actualités de l'ONU
Mises à jour et alertes email sur le Centre d'actualités:
www.un.org/french/news

ONU: l'édition du jour

Numéro PPQ/9275 **jeudi 8 janvier 2015**

Les grands titres:

- « Nous devons trouver le moyen de vivre ensemble », plaide le chef de l'ONU
- RDC : le Conseil de sécurité demande au gouvernement et à la MONUSCO de neutraliser les groupes armés
- Ban Ki-moon lance un appel pour faire de 2015 l'année de « l'action globale »
- Un expert de l'ONU met en garde le Conseil sur la situation politique fragile en Afrique de l'Ouest
- Un Suédois nommé Secrétaire général adjoint de la CNUCED
- L'indice FAO des prix alimentaires recule en décembre 2014
- L'ONU rend hommage aux membres de son personnel morts sur le terrain en 2014
- L'UNESCO condamne fermement les attaques visant des sites culturels en Iraq
- Au Pakistan, le PAM aide des familles vulnérables à mieux surmonter les catastrophes
- A Paris, l'UNESCO se joint à la minute de silence en hommage aux victimes de Charlie Hebdo
- Darfour : des rapports font état de déplacements de population importants, selon l'ONU

« Nous devons trouver le moyen de vivre ensemble », plaide le chef de l'ONU

8 janvier - Dans un plaidoyer ardent en faveur de la tolérance, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé jeudi à plus de compréhension entre toutes les communautés afin de guérir les tensions au sein des sociétés.

Cet appel faisait suite à l'attaque meurtrière qui a eu lieu mercredi 7 janvier contre le magazine Charlie Hebdo, à Paris, en France, alors que dans le même temps, les violences sectaires minent la région du Sahel, en Afrique, en raison notamment des exactions commises par le groupe Boko Haram.

« Dans beaucoup trop de pays, nous avons constaté des actes extrémistes, une brutalité inouïe et une escalade extrêmement inquiétante des tensions entre les communautés et au sein des sociétés », a déclaré M. Ban devant la presse au Siège de l'ONU, à New York. « Aborder ces dissensions d'une manière qui résolve le problème au lieu de le densifier est peut-être le plus grand test auquel fait face notre famille humaine au 21ème siècle ».

Le Secrétaire général a lancé son appel après avoir prononcé un discours devant les 193 membres de l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'occasion d'une réunion informelle. Dans son allocution, M. Ban a lancé une campagne à l'échelle de l'Organisation toute entière en faveur d'une action globale visant à poursuivre en 2015 les travaux inachevés des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et à esquisser un nouveau programme mondial centré sur les peuples et la planète, et sous-tendu par les droits de l'homme.

« Nous avons tous été profondément émus par les nombreuses images de l'attaque méprisable survenue hier à Paris. Aucune d'entre elles n'était aussi horrible que celle d'un policier français impitoyablement exécuté sur un trottoir », a déclaré le

Secrétaire général, avant d'ajouter : « Nous connaissons désormais le nom de ce policier. Il s'appelait Ahmed Merabet. C'était lui-même un musulman ».

L'attaque, a poursuivi M. Ban, dans laquelle 10 journalistes et deux policiers ont trouvé la mort suite à des coups de feu tirés par des hommes cagoulés qui ont saccagé les locaux de Charlie Hebdo, « est un nouveau rappel de ce à quoi nous devons faire face ensemble ».

« Elle ne doit pas être considérée comme une guerre de religion ... pour la religion ... ou sur le compte de la religion. C'est une atteinte à notre humanité commune, conçue pour terrifier et envenimer. Céder à la haine et semer la division ne garantit qu'une spirale de violence – c'est précisément ce que les terroristes recherchent. Nous ne devons pas tomber dans ce piège », a-t-il déclaré.

« Je veux lancer un appel spécial à la tolérance et à la compréhension », a dit M. Ban, soulignant: « Nous devons trouver un moyen de vivre ensemble, en paix, en harmonie, dans le plein respect des droits universels et des libertés fondamentales ».

Alor que le Nigeria se prépare à la conduite d'élection le mois prochain, le Secrétaire général a déclaré qu'il s'agit là d'un autre test majeur pour la communauté internationale. Boko Haram continue de semer la violence, tuant chrétiens et musulmans, enlevant femmes et enfants et détruisant églises et mosquées, a-t-il déploré, ajoutant que le chaos s'est propagé dans toute la région, déstabilisant notamment le Cameroun et d'autres pays voisins.

« J'exhorte les dirigeants de Boko Haram à mettre fin à la destruction de tant de vies et de communautés, et à libérer immédiatement et sans condition les étudiantes enlevées et toutes les autres personnes kidnappées. La communauté internationale ne peut pas laisser ces violations des droits de l'homme se prolonger en toute impunité », a-t-il déclaré.

« Ceci est un appel personnel. En tant que père et grand-père et en tant que Secrétaire général, je vais continuer à tenter de déterminer, en collaboration avec les États membres, ce qui peut être accompli de supplémentaire », a conclu M. Ban.

RDC : le Conseil de sécurité demande au gouvernement et à la MONUSCO de neutraliser les groupes armés

8 janvier - A l'occasion d'une réunion sur la situation en République démocratique du Congo (RDC), le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est déclaré jeudi profondément préoccupé par l'insécurité et la crise humanitaire dans l'est du pays, résultant des « activités déstabilisatrices » de groupes armés nationaux et étrangers.

Dans une déclaration lue par son Président pour le mois de janvier, l'Ambassadeur Cristian Barros Melet, du Chili, le Conseil a souligné l'importance de « neutraliser tous les groupes armés, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) ».

Les membres du Conseil ont pris note du fait que la date limite du 2 janvier est désormais passée et que « non seulement les FDLR ne se sont pas rendues et démobilisées complètement et sans conditions, mais qu'en plus, elles ont continué à recruter dans leurs rangs de nouveaux combattants ».

Le Conseil des 15 membres a également pris acte de la déclaration faite par le gouvernement de la RDC le 2 janvier, dans laquelle ce dernier indiquait qu'une intervention militaire contre les FDLR était désormais « inévitable ».

Aussi, le Conseil a-t-il affirmé la nécessité de traduire par une action soutenue la volonté des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) de neutraliser les FDLR en lançant immédiatement contre elles « une intervention militaire énergique des FARDC et de la MONUSCO – par l'intermédiaire de la brigade d'intervention de la force agissant en coopération avec l'ensemble de la Mission ».

À cette fin, les membres du Conseil de sécurité ont demandé aux autorités de la RDC, en particulier au Président Kabila, en sa qualité de commandant en chef, « d'approuver rapidement et d'appliquer pleinement les dispositions de la directive conjointe établie par la MONUSCO et les FARDC ».

Le Conseil s'est par ailleurs déclaré disposé à envisager des « sanctions ciblées contre toute personne ou entité qui appuierait les FDLR » et a réaffirmé que « les combattants des FDLR et les personnes à leur charge peuvent encore, à tout moment et sans condition préalable, s'engager sur la voie de la paix en adhérant au programme de désarmement, démobilisation, réintégration, et réinstallation ou rapatriement, qui a permis et continue de permettre le rapatriement au Rwanda d'un grand nombre d'ex-combattants des FDLR ».

Ban Ki-moon lance un appel pour faire de 2015 l'année de « l'action globale »

8 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a informé jeudi les 193 membres de l'Assemblée générale de l'Organisation de ses priorités pour l'année 2015, exhortant les dirigeants mondiaux à mettre en œuvre une action globale et transformative pour garantir le développement durable et la dignité humaine pour tous.

« 2015 représente une chance pour des avancées significatives au niveau des trois piliers interconnectés recoupant notre travail : le développement, la paix et les droits de l'homme », a déclaré le chef de l'ONU à l'occasion d'une réunion informelle de l'Assemblée, tout en appelant les Etats membres à travailler ensemble afin d'élaborer un nouveau programme de développement, comportant un ensemble d'objectifs de développement durable.

« Dans mon rapport de synthèse, qui vous est désormais disponible – « La dignité pour tous d'ici à 2030 : éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète » –j'offre mon soutien à ces travaux ainsi que d'autre idées pour la route à venir ».

Rendu public au cours du mois de décembre 2014, le rapport de synthèse de M. Ban a pour but d'encourager les discussions des Etats à aller de l'avant, en présentant un état des lieux des négociations pour l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et les leçons tirées suite à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il souligne notamment la nécessité de « finir le travail » – à la fois pour aider les populations dès aujourd'hui et pour servir de rampe de lancement au futur programme.

Ajoutant que son rapport propose un ensemble d'« éléments essentiels » pour faire en sorte que la vision des États soit communiquée avec précision auprès du grand public, le Secrétaire général a ajouté que l'adoption du nouveau programme serait le « moment fort » de 2015.

M. Ban a souligné que les résultats du nouveau programme de développement seront inséparables de l'action contre le réchauffement climatique, rappelant aux États l'engagement qu'ils ont pris lors de la 20ième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), à Lima, au Pérou, de présenter leurs objectifs nationaux durant le premier trimestre 2015.

Un certain nombre de conférences des Nations Unies prévues cette année – sur la réduction des risques de catastrophe en mars, sur le financement du développement en juillet et sur le changement climatique en décembre ainsi que lors d'une réunion au sommet à New York en septembre prochain – permettront de s'attaquer aux défis interconnectés du développement durable, s'est félicité le Secrétaire général.

« A chacune de ces étapes, nous allons continuer à nous montrer ambitieux pour éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités et exploiter les opportunités liées au défi climatique », at-il dit.

M. Ban a également évoqué les effets de la guerre en Syrie, en Ukraine, en République Centrafricaine, au nord du Mali et

ailleurs, soulignant que plusieurs autres pays présentaient un risque de conflit en raison de leurs situations nationales.

Il a également fait référence aux conséquences de l'épidémie d'Ebola sur le développement de la région d'Afrique de l'Ouest, qui a subi un revers majeur, notamment dans les pays les plus durement touchés.

« Si notre travail se déroule comme il se doit, d'ici la fin de cette année, notre Organisation sera riche d'une nouvelle vision pour le développement, de nouvelles idées pour le maintien de la paix et de la sécurité, d'un élan renouvelé en faveur des droits de l'homme et d'un renforcement des Nations Unies pour contribuer à donner corps à tout cela », a dit M. Ban aux membres de l'Assemblée générale.

En conclusion de son rapport de synthèse, le Secrétaire général lance un appel urgent en direction des États membres : « Nous sommes au seuil de l'année la plus importante du développement depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Nous devons donner un sens à la promesse faite par cette Organisation de 'réaffirmer la foi dans la dignité et la valeur de la personne humaine' et de mettre le monde sur la voie d'un avenir durable ... [Nous] avons là une occasion historique et le devoir d'agir avec audace, vigoureusement et rapidement, pour transformer la réalité en une vie de dignité pour tous, sans laissés-pour-compte ».

Un expert de l'ONU met en garde le Conseil sur la situation politique fragile en Afrique de l'Ouest

8 janvier - S'exprimant devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, le Représentant spécial et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA), Mohammed Ibn Chambas, s'est inquiété jeudi de la situation politique et sécuritaire fragile dans la région.

A l'occasion d'une réunion sur la situation en Afrique de l'Ouest, M. Chambas a fait part aux 15 membres du Conseil de ses inquiétudes face aux conséquences que pourraient avoir les tensions politiques et l'insécurité liées à la menace terroriste et à l'épidémie d'Ebola sur la région.

Certaines de ces tensions politiques ont trait, selon M. Chambas, à l'attitude des dirigeants de la région, dont certains n'hésitent pas à entamer des révisions constitutionnelles pour se maintenir au pouvoir, alors que des élections présidentielles et législatives sont prévues dans plusieurs États ouest-africains en 2015 et 2016.

En Gambie, M. Chambas a rappelé que des combats avaient eu lieu le 30 décembre dans la capitale, Banjul, au cours d'une tentative avortée de renversement du Président Yahya Jammeh, au pouvoir depuis 20 ans. Le chef du Bureau de l'UNOWA, qui se rendra à Banjul les 14 et 15 janvier prochains, a précisé qu'il s'agit là de la 3ième tentative de coup d'État dans le pays en 8 ans.

Concernant le Burkina Faso, M. Chambas est revenu sur le soulèvement populaire qui, au mois d'octobre 2014, a forcé le Président Blaise Compaoré à démissionner après 27 années au pouvoir. Il s'est notamment félicité de l'accord conclu par la suite entre les parties sur la mise en place d'une transition.

En 2015, a poursuivi le Représentant spécial, en dehors du Burkina Faso, 5 autres pays d'Afrique de l'Ouest tiendront des élections présidentielles, dont le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Nigéria et le Togo. S'agissant du Togo, où des manifestations de l'opposition contre le Président Faure Gnassingbé ont eu lieu en novembre et en décembre à Lomé, le chef de l'UNOWA a appelé le gouvernement à traiter de manière prioritaire la réforme du mode de scrutin.

Au Bénin, le Représentant spécial a exhorté les parties à rechercher un consensus sur la mise en œuvre d'un système d'inscription électronique pour la constitution des listes électorales, afin que l'organisation des élections locales et législatives prévues respectivement en 2015 et 2016 ne soit pas retardée.

Un Suédois nommé Secrétaire général adjoint de la CNUCED

8 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, en consultation avec le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a annoncé jeudi la nomination de Joakim Reiter, de Suède, comme Secrétaire général adjoint de la CNUCED.

M. Reiter succédera à M. Petko Draganov, auquel le Secrétaire général a exprimé, dans un communiqué de presse rendu public par un porte-parole, sa reconnaissance pour son dévouement et son engagement au sein de la CNUCED.

Fort d'une importante expérience internationale à des postes de direction, y compris dans le domaine du commerce et du développement avec des organisations multilatérales, M. Reiter a une connaissance approfondie de la coopération technique, des relations avec les donateurs et des négociations dans les mécanismes intergouvernementaux.

Il est actuellement Directeur général adjoint du Département des politiques de commerce international du Ministère suédois des affaires étrangères, notamment chargé des relations avec la CNUCED, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

De 2011 à 2014, M. Reiter était Représentant permanent de la Suède auprès de l'OMC, en Suisse, où il a présidé les organes chargés de l'examen des politiques liées aux services, aux biens et au commerce. De 2008 à 2011, M. Reiter était Ministre conseiller et chef de la Section commerciale de la Représentation de la Suède auprès de l'Union européenne, en Belgique. De 2004 à 2008, il travaillait à la Direction générale du commerce de la Commission européenne. Avant cela, il a occupé divers postes au Conseil national du commerce, de la Suède, au Ministère des affaires étrangères et au Ministère de l'industrie, y compris comme Conseiller spécial du Ministre de l'industrie et du commerce.

L'indice FAO des prix alimentaires recule en décembre 2014

8 janvier - L'indice mensuel des prix des denrées alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est contracté en décembre 2014 après trois mois de stabilité générale. Une offre soutenue et abondante de denrées alimentaires, des stocks record, un dollar plus fort et la chute des cours du pétrole ont contribué à cette baisse.

L'indice FAO des prix alimentaires s'est établi en moyenne à 188,6 points en décembre 2014, soit une baisse de 1,7% par rapport au mois précédent. Il a été plombé par la contraction des cours du sucre et de l'huile de palme.

Sur l'ensemble de 2014, l'indice FAO des prix alimentaires s'est établi en moyenne à 202 points, soit une baisse de 3,7% par rapport à 2013, et une troisième année consécutive de régression. Ce recul d'une année sur l'autre s'est produit malgré la bonne performance du sous-indice de la viande qui a atteint une moyenne annuelle exceptionnelle de 199 points, soit en hausse de 8,1% par rapport à 2013. Les cours des céréales, en revanche, ont chuté de 12,5% par rapport à l'année précédente sous l'effet des prévisions faisant état de récoltes record et de stocks abondants.

L'indice FAO des prix alimentaires est un indice pondéré par les échanges commerciaux qui permet de suivre les prix des cinq principaux groupes de produits alimentaires sur le marché international. Il agrège les sous-indices des prix des céréales, de la viande, des produits laitiers, des huiles végétales et du sucre.

Quatre de ces indices ont reculé en 2014 et sont quasiment ou presque à leurs niveaux les plus bas en cinq ans.

L'indice FAO des prix des céréales a atteint en moyenne 183,9 points en décembre 2014, soit une hausse de 0,4% par

rapport à novembre, les cours du blé ayant profité des craintes d'une possible limitation des exportations de la Russie. Cependant, l'augmentation a été plafonnée par le raffermissement du dollar américain. En outre, les cours du riz ont nettement diminué du fait de l'abondance des disponibilités exportables.

L'indice FAO des prix de l'huile végétale a régressé de 2,4% atteignant en décembre 2014 son plus bas niveau en cinq ans, soit 161 points, en raison principalement de l'effritement de la demande sur l'huile de palme comme matière première pour le biodiesel suite à la chute des cours mondiaux du pétrole.

L'indice FAO des prix des produits laitiers a reculé de 2,3% à 174 points, soit son plus bas niveau depuis la fin de 2009, le ralentissement des importations de la Chine et de la Russie s'étant traduit par d'abondantes disponibilités exportables sur les marchés internationaux. Les baisses de prix les plus importantes concernent le lait en poudre, le beurre et le fromage.

L'indice FAO des prix de la viande s'est quand même replié en décembre 2014 enregistrant une baisse de 1,9% par rapport au mois précédent sous l'effet du regain de vigueur du dollar américain qui a freiné les prix du bœuf et du mouton d'Océanie ainsi que les prix du porc en provenance d'Europe. Cependant à 204 points, cet indice est proche de ses sommets mensuels historiques et, sur une année complète, il a augmenté de 8,1% par rapport à 2013. Il est l'unique groupe de produits à enregistrer des prix moyens plus élevés sur l'année.

L'indice FAO des cours du sucre a chuté de 4,8% à 291 points en décembre 2014, soit son plus bas niveau en au moins quatre ans, principalement en raison de l'abondance de l'offre dans les grands pays producteurs comme le Brésil. La chute des cours du pétrole brut, qui a réduit la demande sur les cultures à sucre pour en tirer de l'éthanol, a également pesé sur les cours internationaux du sucre.

La baisse des cours du brut a entraîné des tendances baissières pour les produits pouvant être utilisés pour la production de biocarburant, notamment le sucre, mais aussi l'huile de palme, selon l'expert de la FAO Abdolreza Abbassian. « L'abondance de l'offre mise à part, la baisse des cours du brut rend évidemment la production d'éthanol moins attrayante », fait-il observer.

L'ONU rend hommage aux membres de son personnel morts sur le terrain en 2014

8 janvier - Lors d'une cérémonie organisée jeudi au siège de l'ONU à New York, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rendu hommage aux membres du personnel des Nations Unies ayant perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions au cours de l'année 2014 « en servant la paix, le développement et les droits de l'homme ».

« Aujourd'hui, nous honorons les 100 membres du personnel des Nations Unies qui sont morts dans l'exercice de leurs fonctions entre octobre 2013 et novembre 2014 », a déclaré le chef de l'ONU dans un discours prononcé à cette occasion. « Certains ont été délibérément visés; d'autres ont été tués alors qu'ils protégeaient des civils; d'autres encore ont péri dans des accidents ou des catastrophes naturelles », a-t-il regretté

En 2014, a poursuivi M. Ban, des membres du personnel de l'ONU ont été tués alors qu'ils se détendaient durant un dîner au restaurant à Kaboul ; deux collègues ont été ciblés délibérément après être descendus de l'avion à l'aéroport de Galkayo en Somalie ; et un Volontaire des Nations Unies au Soudan qui soignait des patients atteints d'Ebola en Sierra Leone a lui-même succombé à la maladie.

« Nous sommes également réunis pour rendre hommage aux 102 collègues de la famille des Nations Unies, morts dans le tremblement de terre dévastateur qui a frappé Haïti il y a cinq ans ce mois-ci », a ajouté le Secrétaire général. « Le vide laissé par nos membres du personnel tombés ce jour-là ne pourra jamais être comblé », a-t-il dit, ajoutant que lors d'une visite à Haïti en juillet dernier, il avait déposé une gerbe à la mémoire « de nos chers amis et collègues ».

« Malheureusement, les attaques directes contre le personnel des Nations Unies sont de plus en plus fréquentes », a déploré

M. Ban, se disant consterné par le nombre de travailleurs humanitaires et de Casques bleus qui ont été délibérément pris pour cible en 2014.

Saluant la bravoure dont fait preuve au quotidien le personnel des Nations Unies déployé sur le terrain comme étant une source d'inspiration pour l'ensemble de l'Organisation, le Secrétaire général s'est dit fermement engagé à renforcer la sécurité du personnel onusien. « Un équipement et des formations de meilleure qualité font partie de la solution. Nous comptons sur les États membres pour soutenir ces efforts, fournir les fonds nécessaires et s'assurer que ceux qui ciblent le personnel de l'ONU soient traduits en justice ».

Face à la demande croissante d'opérations de maintien de la paix et humanitaires, notamment en raison des effets du changement climatique et de la concurrence mondiale pour le contrôle des ressources, M. Ban a affirmé en conclusion que l'ONU doit « être en mesure de fournir aux membres du personnel déployés sur le terrain, toujours plus nombreux, la sécurité dont ils ont besoin et à laquelle ils ont droit pour accomplir leur mission ».

L'UNESCO condamne fermement les attaques visant des sites culturels en Iraq

La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Photo: ONU/Amanda Voisard

8 janvier - La Directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a fermement condamné mercredi les attaques violentes et répétées à l'encontre du patrimoine culturel de l'Iraq.

Dans un communiqué de presse, Mme Bokova a condamné tout particulièrement la destruction récente de bâtiments sur le site de Tel Afar, situé dans le gouvernorat de Niniveh, dans le nord-ouest du pays – un site notamment célèbre pour ses vestiges de l'époque assyrienne.

« Le ciblage continu et la destruction systématique du patrimoine culturel en Iraq doivent cesser immédiatement », a déclaré la Directrice générale. « Les attaques contre le site de Tel Afar ne sont pas des cas isolés. Elles témoignent d'une stratégie de destruction systématique de toutes les couches de patrimoine culturel et religieux du pays », a souligné Mme Bokova, évoquant sa déclaration du 11 novembre dernier, dans laquelle elle demandait l'arrêt de la destruction délibérée du patrimoine culturel et des attaques contre la diversité culturelle de l'Iraq et de ses minorités.

Le 3 décembre 2014, à l'occasion de la Conférence internationale de haut niveau sur « le Patrimoine et la diversité culturelle en péril en Iraq et en Syrie », au siège de l'UNESCO à Paris, la Directrice générale avait déclaré que ces actes « sont des crimes de guerre et leurs auteurs doivent être tenus responsables de leurs actions », appelant à une mobilisation internationale accrue contre le nettoyage culturel en Iraq, et à une meilleure intégration de la protection du patrimoine dans les interventions d'urgence et dans les stratégies de retour à la paix en Iraq.

Au Pakistan, le PAM aide des familles vulnérables à mieux surmonter les catastrophes

Une famille affectée par les inondations en 2011 dans la province du Sindh, au Pakistan. Photo UNICEF/ Warrick Page

8 janvier - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) vient de lancer un projet visant à améliorer les moyens de subsistance et à réduire la vulnérabilité de communautés victimes de la sécheresse et d'inondations dans la province du Sind, au Pakistan.

Environ 13.200 familles recevront des paiements en espèces pour leur participation à des activités destinées à réduire les risques en cas de catastrophe, a précisé le PAM dans un communiqué de presse. Le projet bénéficie d'une subvention de 2,78 millions de dollars du gouvernement de l'Australie

« Nous nous concentrons sur les familles victimes de la sécheresse dans les districts de Tharparkar et de Sanghar, ainsi que dans des zones du district de Mirpurkhas touchées par les inondations », a déclaré la Représentante du PAM au Pakistan, Lola Castro. « L'un des principaux facteurs affectant les moyens de subsistance dans ces régions est le manque d'eau. Ce projet prévoit la construction de moyens communautaires qui aideront à améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire sur le long terme ».

Suite à des évaluations pour identifier les besoins des communautés, le PAM a identifié une série d'activités liées à la conservation de l'eau, à la collecte des eaux de pluie, à la construction d'étangs dans les zones de pâturage, au stockage de nourriture et de fourrage et à la réparation des routes d'accès. Chaque participant recevra l'équivalent de 53 dollars par mois pour 15 jours de travail.

Dans le district de Mirpurkhas, le PAM travaille avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du travail (OIT) et ONU-Femmes dans le cadre d'un programme pour aider les communautés via des activités liées à l'agriculture et employant beaucoup de main-d'œuvre. Le projet inclura environ 2.000 participants venus de villages où les trois autres agences des Nations Unies travaillent déjà ensemble.

« À court terme, les paiements en espèces aident les gens à répondre à leurs besoins immédiats, y compris les besoins alimentaires. À long terme, les moyens créés dans la communauté aideront à subvenir aux besoins de la communauté et à améliorer la sécurité alimentaire », a souligné Mme Castro.

A Paris, l'UNESCO se joint à la minute de silence en hommage aux victimes de Charlie Hebdo

8 janvier - L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui est l'agence de l'ONU chargée de défendre la liberté d'expression, s'est jointe jeudi à la minute de silence en hommage aux victimes de l'attaque contre le magazine Charlie Hebdo.

Dix professionnels des médias et deux policiers ont été abattus mercredi à Paris par deux hommes armés qui ont fait irruption dans les bureaux du journal. Plusieurs dessinateurs de renom font partie des victimes : Georges Wolinski, Jean Cabut (Cabu), Bernard Verlhac (Tignous) and Stéphane Charbonnier (Charb).

Les employés de l'UNESCO, dont le siège est à Paris, ont observé une minute de silence jeudi midi. L'UNESCO a mis son drapeau berne par solidarité avec la France.

« L'UNESCO est plus déterminée que jamais à protéger la presse libre et indépendante », a déclaré la Directrice-générale de l'UNESCO, Irina Bokova, dans un communiqué publié mercredi.

« La communauté internationale ne peut pas laisser les extrémistes semer la terreur et empêcher la libre circulation des

opinions et des idées. Les auteurs de cet attentat devront être traduits en justice », a-t-elle ajouté.

Mercredi, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est déclaré « bouleversé » par cette attaque meurtrière « contre la liberté d'expression et la liberté de la presse ». « Cette attaque vise à diviser, nous ne devons pas tomber dans ce piège », a-t-il ajouté.

Darfour : des rapports font état de déplacements de population importants, selon l'ONU

8 janvier - Le Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a déclaré jeudi avoir reçu des rapports faisant état d'importants déplacements de population au Soudan.

Ces déplacements constatés au Sud-Darfour et au Nord-Darfour seraient possiblement due à une escalade des opérations militaires menées par les forces gouvernementales contre les groupes d'opposition armés dans la région de Jebel Marra.

Le Bureau a également reçu des rapports « non vérifiés » sur des attaques directement menées contre des villages de civils dans cette zone, a déclaré le Porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, dans une déclaration à la presse au Siège de l'Organisation, à New York.

« Une mission inter-agence à destination de Tawila au Nord-Darfour est prévue plus tard dans la semaine afin d'évaluer le nombre des déplacés et d'évaluer les besoins », a-t-il ajouté.

Les demandes d'accès aux zones touchées par le conflit dans le centre du Darfour ont jusqu'ici été refusée en raison de la prolongation des combats.